

# L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

N° 208 — JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



**ÉDITORIAL FRANÇOIS SCHALLER**

## Quand la France s'éveillera

Quelques jours après son élection en mai dernier, François Hollande déclinait sèchement une invitation du gouvernement suisse. Se rendre à Berlin aussitôt élu fait partie des devoirs rituels des nouveaux présidents. Se rendre en Suisse lors d'un premier quinquennat, ce serait une grave faute de goût. Le Front national ne donne-t-il pas régulièrement le système politique suisse en exemple? Avec ses référendums et initiatives populaires capables de faire interdire la construction de minarets? Décrédibiliser la Suisse fait partie des exutoires récurrents dans la vie politique française. En réaction et à titre préventif: il ne faudrait pas que les Français se mettent à rêver d'un régime qui leur donnerait un autre pouvoir que celui d'élire des carriéristes formatés pour régner, s'opposer, diviser, alimenter la défiance entre riches et pauvres, entre citoyens de gauche, de droite, modérés, extrêmes ou simplement désabusés.

Il n'est pas souhaitable en France que les Français s'intéressent davantage à un petit pays urbain et multiculturel parvenant à intégrer discrètement un nombre record d'étrangers de toutes conditions, dont l'industrie figure au top de la compétitivité mondiale, avec un chômage structurel très faible, des salaires de bas d'échelle qui pourraient finir par faire envie. La Suisse a en plus l'impudence de vouloir rester à l'écart de l'Europe franco-allemande en construction. Ce n'est pas raisonnable. Un mauvais signal pour toutes sortes de petites nations susceptibles de se laisser un jour de cette superpuissance consciente de sa force potentielle, dépositaire autoproclamée d'une mission civilisatrice et pacificatrice sur le continent et dans le monde.

Les Suisses réussissent peut-être très bien dans l'industrie, mais ce sont des tricheurs. Des profiteurs. Comme l'écrivait récemment un quotidien parisien à propos du World Economic Forum et de son classement de la compétitivité plaçant la Suisse en tête comme d'habitude: «des passagers clandestins de l'Europe». Dont l'opacité financière (on se demande bien laquelle, il doit s'agir de la tarte à la crème nommée secret bancaire) rendrait vaine toute comparaison. On ne peut pas toujours être bon perdant. Ce n'est jamais drôle non plus de se sentir dépassé par beaucoup plus petit que soi. Et puis la Suisse vit probablement sur de vieux acquis. Elle est restée à l'écart de deux guerres mondiales destructrices, et ne s'est pas gênée de faire du commerce avec les nazis (comme la Suède). Franchement, comment peut-on être Suisse et patriote?

La perception de la France par les Suisses n'est guère plus brillante. La différence, c'est que les Suisses francophones auraient beaucoup de peine à ignorer ce qui se passe en France. Les Romands ont trois allégeances extérieures: Zurich est leur capitale économique, Berne leur capitale politique, Paris leur capitale culturelle. Ils sont inondés de médias français, qu'ils consomment souvent sans ménagement. Et il n'y a pas que de la culture sur France Inter ou TF1. Il y a beaucoup de politique. Les Français sont malades de politique. Comme si la politique avait des solutions à tout. Comme si elle pouvait augmenter seule et durablement les moyens destinés à être redistribués équitablement. **SUITE PAGE III**

Monsieur Hollande,

## Faites-nous au moins l'honneur d'une visite

Les Suisses aiment partager leurs expériences.

La France a détruit 750.000 emplois en dix ans. La Suisse en a créé 500.000 (en bonne partie assumés par des immigrants, expatriés et frontaliers français).

Contrairement aux clichés sur la Suisse, le secteur financier pèse moins de 15% dans le PIB. Les activités industrielles (productives de biens, sans les services) emploient plus de 20% de la population active (surtout à l'export).

Les caissières des supermarchés sont en Suisse les mieux payées du monde.

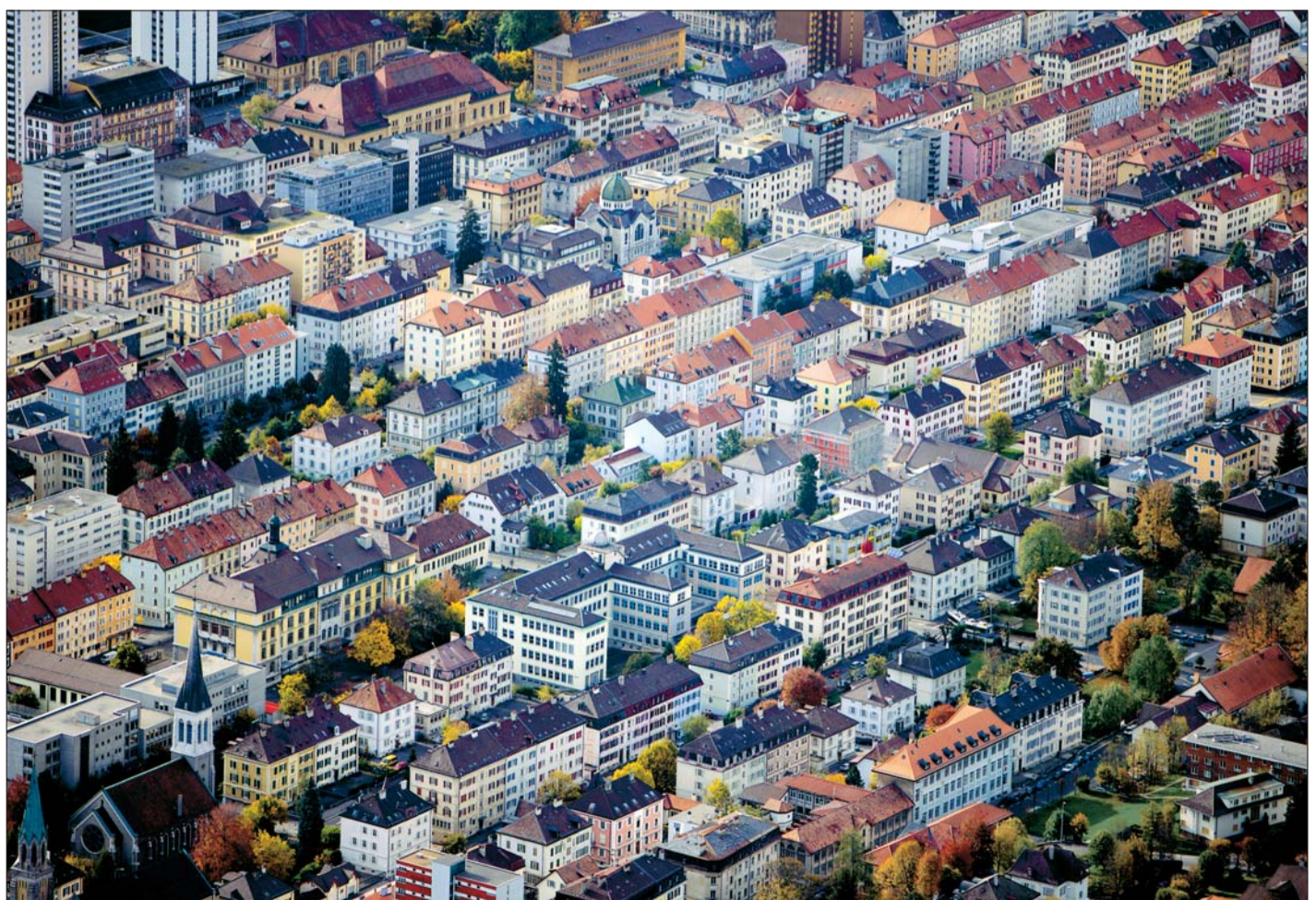
Le redressement productif ne se décrète pas. Il vient d'en bas: investisseurs privés, entrepreneurs, salariés, indépendants.

Il est favorisé par les libertés économiques, la fiscalité, le souci de compresser les dépenses publiques (50% du PIB en France, 30% seulement en Suisse).

Les produits du travail et du capital captés par le fisc pour être transformés en salaires de fonctionnaires, rentes et missions publiques de confort ont tendance à affaiblir l'économie et ses capacités de redistribution.

Les couleurs politiques ont peu d'importance. C'est un état d'esprit.

La Suisse a toujours eu intérêt à ce que la France se porte le mieux possible.



**La Chaux-de-Fonds.** Pôle horloger et de microtechniques. La cité ouvrière surplombant le Doubs côté Suisse est classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. Au centre d'une petite région dévastée par la grande crise horlogère des années 1970-1980. Elle s'est progressivement réindustrialisée sur des bases complètement renouvelées. (Photo: Gérard Benoit à la Guillaume)



9 771421 948004 10047



Travailleurs frontaliers français sur le port lacustre de Lausanne - Ouchy. (ARC)

## Des Français parlent aux Français

*La culture libérale suisse convient plutôt bien à la vie professionnelle. Les frontaliers et expatriés en font l'expérience et aiment aussi la partager.*

La Suisse n'est pas qu'une destination pour des Français désireux de bénéficier de bonnes conditions fiscales. C'est en premier lieu une force d'attraction pour de nombreux salariés soucieux de trouver un environnement économique motivant. Chaque jour, de Mulhouse (Haut-Rhin) à Châtel (Haute-Savoie), 140.000 frontaliers font l'aller et retour. Rejoignant quelque 150.000 compatriotes sur place, qui ont décidé, eux, de s'expatrier.

Les raisons de ce choix professionnel concernant à peu près tous les métiers (y compris l'enseignement public) dépassent le fait d'avoir un job et un job bien rémunéré. A les entendre, on a l'impression que les ambiances de travail, les rapports hiérarchiques, les possibilités d'évoluer dans l'entreprise n'ont simplement rien à voir avec la France.

Il y a plus de dix ans, Arnaud Vincent, originaire de Thonon-les-Bains, est entré dans une multinationale à Genève. Son diplôme d'ingénieur ne semblait pas suffisant pour s'imposer en France. Aujourd'hui, il occupe un poste de responsable planning et gestion de production. «Une grande partie du personnel vient de France, dit-il. Environ 50%. La cohabitation se passe en général très bien. En France, beaucoup ont la critique facile et continuent de voir la Suisse comme un pays odieux, paradis fiscal qui appauvrit l'Europe en attirant de grandes fortunes. Ils critiquent aussi le système de santé, qu'ils trouvent injuste. Mais ils oublient que la Suisse est un pays en bonne santé et que la qualité de vie, professionnelle et privée, est réelle.» Aussi incongru que cela puisse paraître à certains dirigeants français, beaucoup de leurs concitoyens se sentent particulièrement bien dans la culture professionnelle plutôt libérale qu'ils trouvent en Suisse. Comptable à Lausanne, François Antonetti a travaillé à Paris pendant dix ans. Aujourd'hui, il trouve un certain

plaisir à traverser chaque jour le lac Léman, avec 2000 autres frontaliers habitués aux bateaux mythiques de la Compagnie générale de navigation (CGN). «Les rapports humains dans le travail sont plus évidents en Suisse qu'en France, avance-t-il. Ils reposent sur le professionnalisme, ce qui est à mes yeux un critère objectif. Le mérite est encore reconnu ici. Ce qui n'est plus le cas en France.» Comme beaucoup de frontaliers, François Antonetti n'a jamais ressenti de tensions avec ses collègues suisses. «La Suisse a autant besoin des frontaliers que les frontaliers de la Suisse, rappelle-t-il. Pour moi, la frontière n'existe plus. Ce n'est pas un choix politique, mais juste du réalisme.» Un environnement bien éloigné des articles de la presse parisienne relatant les campagnes du Mouvement citoyen genevois (MCG), parti populiste d'opposition, farouchement antifrontaliers. Après deux ans de trajets éreintants, Claire Lallemand, coach sportive dans une salle de fitness à Montreux, a fini par s'installer à proximité de son lieu de travail. Pour elle, il est compréhensible que certains Suisses se montrent parfois exaspérés par leurs voisins. «Le problème du Français, souligne-t-elle, c'est qu'il a la fâcheuse habitude de se croire en terrain conquis dès qu'il se trouve à l'extérieur. Il ne montre pas toujours de grandes capacités d'adaptation. Ce que les Suisses, traditionnellement discrets, acceptent mal. Mais nous sommes plus souvent jugés sur nos compétences et notre professionnalisme que sur notre nationalité.»

Malgré leurs nouvelles attaches, ces citoyens français continuent de se sentir concernés par leur pays. L'élection de François Hollande ne les a pas rassurés. La Suisse a plus que jamais besoin d'une France forte et prospère. C'est l'avis de Yann Huget, ingénieur, qui vit dans le canton de Neuchâtel depuis quatorze ans. «La Suisse dépend des pays frontaliers pour son commerce extérieur, rappelle-t-il. C'est important pour une grande partie de ses emplois. Si l'un des trois pays que sont l'Italie, la France et l'Allemagne venait à aller vraiment mal au point de ne plus s'approvisionner en Suisse, c'est une bonne partie de l'économie locale qui déprimerait.»

# L'évasion fiscale vaut mieux que de belles leçons de morale

*Son utilité systémique peut être précieuse pour modérer les ardeurs confiscatoires de la solidarité imposée et forcée.*

La part des fonds issus de l'évasion fiscale et gérés par l'ensemble des banques suisses est bien moins importante que ne l'imagine l'opinion (y compris en Suisse). UBS, premier groupe bancaire suisse et leader mondial du wealth management a tenté d'estimer de la manière la plus réaliste possible, à l'intention de ses actionnaires institutionnels, la part des avoirs non déclarés dans un volume sous gestion de l'ordre de 1250 milliards d'euros. Cette part ne s'élève finalement qu'à 25 milliards environ, soit 2%. Il est probable que l'importance de l'évasion fiscale dans un pays comme la France soit elle aussi complètement exagérée, relevant en grande partie du ressentiment et du fantasme. On peut néanmoins tout à fait comprendre que l'Etat ait tout d'un coup décidé de devenir beaucoup moins tolérant. La question qu'il faut aussi se poser, c'est pourquoi il l'a tant été auparavant. Les réponses psychologisantes ou conspirationnistes habituelles sont bien trop faciles et guère crédibles. Lorsqu'elles se contentent d'affirmer par exemple que la classe politique, de gauche comme de droite, était la première à frauder (qu'elle ne pouvait donc engager le combat contre la fraude).

En fait, ce qui a probablement évolué, en France comme dans l'ensemble du monde développé, c'est un certain pragmatisme politique constitutif du succès économique et social. Cette vertu politique essentielle s'est considérablement affaiblie au profit du moralisme. Le recul manque en core pour mesurer les effets de cette phase régressive. Il est devenu moralement et électoralement gratifiant de s'engager contre la fraude fiscale, mais pour quel résultat d'ensemble? Avec quelle efficacité du point de vue

de l'intérêt général? Dans toutes les régions du monde développé, il y a peut-être 1% ou 2% de contribuables fraudant systématiquement le fisc (quels que soient leurs revenus ou leur fortune). Inutile de combattre farouchement ces dissimulateurs compulsifs: ils peuvent être identifiés, sanctionnés, mais ils récidiveront dans la plupart des cas. Ce sont en quelque sorte des malades.

Il y a ensuite une part variable de fraudeurs, potentiellement bien plus importante, qui le deviennent quand ils estiment que la fiscalité progressive atteint des niveaux injustes et injustifiés. Et surtout inefficaces du point de vue économique et social. L'étendue, les niveaux, tout l'esprit de la redistribution n'installent-ils pas de nouvelles classes sociales dans la dépendance en prenant aux riches pour donner aux pauvres? Minorité de moins en moins respectée, les meilleurs contribuables perdent confiance dans l'Etat. La principale finalité de la classe politique et administrative n'est-elle pas, en plus, de se développer au détriment d'activités réellement productives et génératrices de prospérité (30.000 fonctionnaires supplémentaires chaque année en France)? Comme si le pillage et la confiscation d'Etat redevenaient des principes économiques, du genre de ceux qui ont régi l'humanité pendant des siècles avant l'émergence du libéralisme.

Vouloir réduire l'évasion fiscale par contrainte et répression peut produire des résultats à court terme, mais la défiance ne disparaît pas. Au contraire. Quand le contribuable ne comprend plus, qu'il n'y croit plus, qu'il ne veut pas frauder ou qu'il a été sécurisé par le fisc, il cherche à s'échapper en réduisant ses revenus imposables du travail et du capital. Il travaille moins, investit moins, ou

dans des domaines moins risqués et moins rentables. Toutes choses égales par ailleurs, l'Etat se retrouve perdant, comme un commerçant qui aurait exagéré sur les prix: ses volumes de vente et ses revenus s'orientent à la baisse. La célèbre courbe de Laffer a illustré ce phénomène élémentaire dans les années 1970. Il est toutefois connu depuis des temps immémoriaux: trop d'impôt tue l'impôt. C'est le principal effet systémique pervers des fiscalités abusives.

S'en prendre aux destinations des évadés lorsque la République française ne contrôle plus ses dépenses depuis trois décennies, investit mal, est surendettée, c'est un peu comme si l'on accablait les constructeurs de voitures allemandes haut de gamme si prisées des criminels et blanchisseurs d'argent dans le monde. Comme si l'interdiction des Mercedes, BMW et autres Audi allait favoriser la récupération d'une partie des fonds délictueux, et contribuer à l'éradication de la criminalité. Un exutoire commode qui dispense le peuple et ses représentants de se poser quelques questions élémentaires.

Les banques suisses (et bien d'autres) ont longtemps estimé que l'évasion fiscale n'était pas leur problème, mais celui des Etats d'origine (dont la fiscalité était de toute évidence problématique). Cette conviction n'a pas changé. Les banques, qui n'ont jamais cessé de s'adapter à des environnements réglementaires et de

marché très évolutifs, s'alignent aujourd'hui sur de nouveaux standards (OCDE principalement) leur demandant de refuser les fonds non déclarés. La Suisse ne va pas s'en porter beaucoup moins bien, mais la France n'a guère de chances d'en bénéficier de manière durable. A part les effets d'annonce et quelques rentrées fiscales non récurrentes, la seule bonne nouvelle pour elle vient de ce que le moment semble se rapprocher où les Français devront enfin procéder à une profonde réforme de leur système d'imposition.

L'évasion fiscale n'est pas défendable moralement. Elle a néanmoins une grande utilité systémique en servant en quelque sorte de contre-pouvoir au pouvoir fiscal quand les oppositions politiques ne parviennent plus à le contenir. Elle incite les Etats à limiter le phénomène en modérant continuellement leurs ardeurs confiscatoires. Elle contraint les électeurs, les Parlements, les gouvernements à se remettre en cause régulièrement, à développer des politiques pragmatiques dans lesquelles les contribuables les plus importants se retrouvent (malgré leur importance très minoritaire). Auxquelles ils peuvent adhérer. C'est un élément fondamental de la cohésion sociale, partie elle-même intégrante de la prospérité. Aucune répression moralisante n'a jamais offert d'alternative historiquement convaincante à cette approche politique socialement responsable. ■

C'EST UN PEU COMME SI L'ON ACCABLAIT LES CONSTRUCTEURS DE VOITURES ALLEMANDES SI PRISÉES DES BLANCHISSEURS D'ARGENT DANS LE MONDE. COMME SI LEUR INTERDICTION ALLAIT FAVORISER L'ÉRADICATION DE LA CRIMINALITÉ.



Aire industrielle de Bulle (Gruyère)

Vue typique des innombrables sites de petites, moyennes et parfois grandes entreprises orientées exportation et/ou marché intérieur. En retard dans son industrialisation jusque dans les années 1970, le canton de Fribourg s'est rattrapé avec une promotion économique très active passant par une politique fiscale accommodante pour les holdings et les entreprises implantées. Le groupe allemand Liebherr, leader européen dans les machines de chantier ou la réfrigération, y a implanté ses quartiers généraux et une partie de sa recherche et développement, générant un important effet d'entraînement régional. De même que Cartier.

SUITE DE L'EDITORIAL

## ...Quand la France s'éveillera

Vue de Suisse, la France semble être devenue le haut lieu d'un archaïsme politique insurmontable: il y a l'Etat, l'Etat est au-dessus de tout, rien ne peut se faire sans lui. Il incarne la rationalité (l'ordre), l'intérêt supposé général par opposition aux intérêts privés et particuliers dont la somme ne représente qu'un chaos dérisoire. Cette conception du monde, qui fut en gros celle des siècles d'avant les révolutions bourgeoises d'Angleterre et de France, s'oppose à l'idée très suisse qu'il n'y a rien de réel ni de rationnel au-delà des individus, de leurs motivations, de leurs réalisations personnelles et collectives. Dans la perspective libérale qui a permis de sortir des anciens régimes de noblesse et d'église, la créativité, le travail, l'organisation, l'efficacité durable, la prospérité viennent d'en bas. Pas d'en haut.

Il s'agit bien entendu d'une typologie. La bonne mesure combine bottom up et top down, elle est foncièrement instable, l'équilibre varie selon les époques et passe par des remises en cause et confrontations politiques profondes et permanentes. Ce qui a manqué à la France, ce qu'il lui manque encore, c'est la possibilité culturelle de réaliser ce que le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande travailliste ont fait à partir des années 1980, les pays scandinaves socio-démocrates ou la Suisse dans les années 1990: reconnaître que l'Etat, qui a regagné du terrain au cours du XX<sup>e</sup> siècle pour des raisons évidentes et légitimes, s'est finalement boursoufflé. Dans les pays latins d'Europe, dont la France est en quelque sorte chef de file, le citoyen actif, créatif sur le plan économique, semble être retourné dans un état inquiétant de dépendance, de soumission, de découragement. Il ne fait plus guère confiance en l'Etat et ne voit pas vraiment émerger d'alternative, comme en témoigne la fuite des talents, des compétences, des capitaux (vers la Suisse en particulier).

Les mesures destinées à relancer l'industrie, annoncées récemment par le gouvernement français, paraissent très éloignées de ce qui pourrait provoquer un vrai choc de compétitivité. Elles ressemblent à des opérations techniques. Le rapport Gallois dont elles sont censées s'inspirer vient d'un énarque, serviteur émérite de l'Etat. Pourquoi n'avoir pas sollicité des entrepreneurs? Pourquoi la politique veut-elle tout garder sous contrôle?

L'horizon temps du monde politique français, c'est au plus l'élection présidentielle dans quatre ans. Le crédit d'impôt aux entreprises sera mis en place sur trois ans. Que va-t-il se passer d'ici là? Et ensuite? Les investisseurs et entrepreneurs raisonnent en général à beaucoup plus long terme. Ils ne demandent pas de garanties immédiates. Ils aimeraient simplement discerner un vrai et durable changement d'approche et de mentalité.

La France sera sur la bonne voie lorsqu'elle parviendra à attirer une masse suffisamment diversifiée d'affaires de toutes dimensions qui se font ou pourraient se faire à l'échelle d'un monde avançant dans son déve-

loppement, n'étant plus depuis longtemps qu'un simple gâteau à partager. La France aura alors compris que sa classe politique à mieux à faire que de snober le succès économique de ses petits voisins.

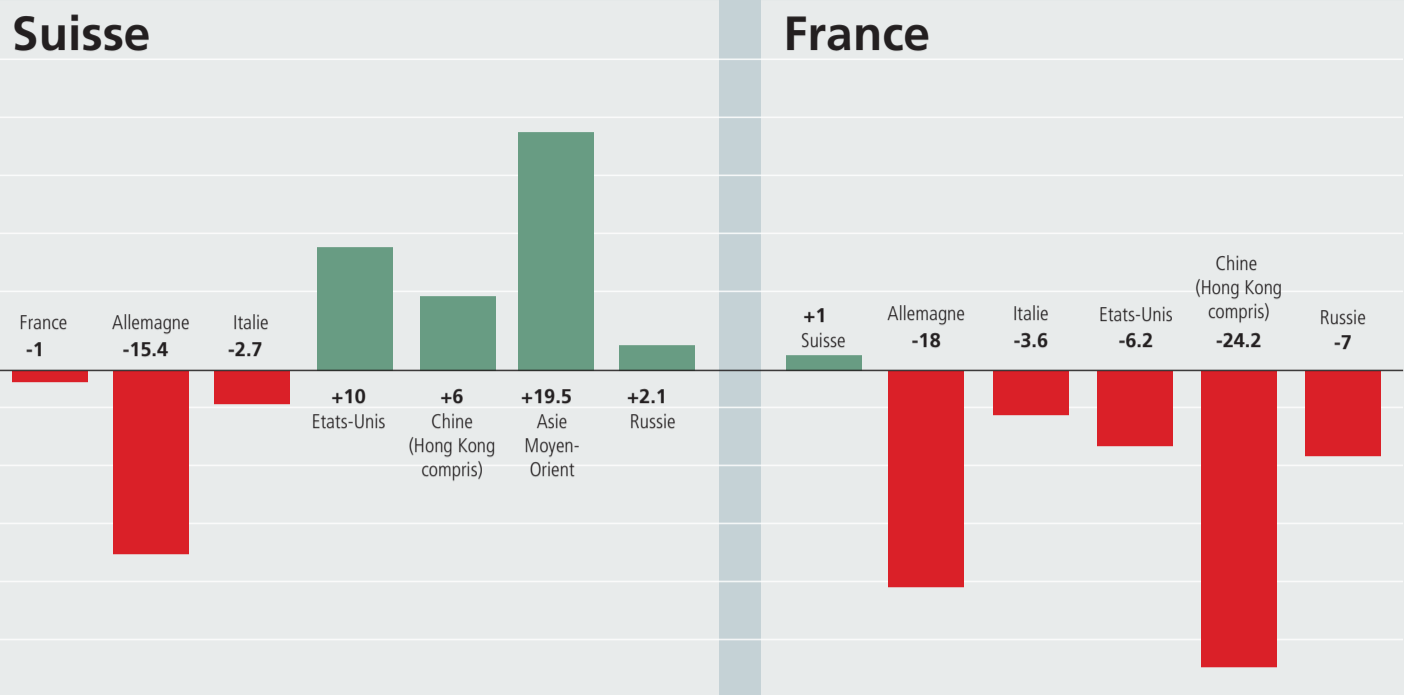
Elle doit de toute manière sortir de sa niaiserie antimondialisante. Autant que ce soit maintenant. Et quand la France s'éveillera, le monde s'émerveillera. Il ne demande d'ailleurs que cela: que la première destination touristique sur terre redevienne un symbole de modernité et de succès, qu'elle fasse rêver à autre chose que son glorieux passé. Qu'elle cesse de paraître suffisante, insuffisante et ridicule (avec son industrie automobile par exemple). Qu'elle retrouve une dignité à la hauteur de ses marques prestigieuses. On ne lui demande pas de briller dans l'extraction minière et les productions de masse. Juste de simplifier sa fiscalité, de la ramener à des niveaux qui relancent la créativité économique. Que Paris et son microcosme politico-administratif cessent de se prendre pour le centre du monde en étouffant la nation.

Avec une présidence, un gouvernement, un parlement, des régions, des villes de gauche, les conditions n'ont peut-être jamais été aussi bonnes. L'histoire a parfois montré que les réformes les plus difficiles, les plus douloureuses (le social et l'écologie sont toujours beaucoup plus faciles et confortables) ne pouvaient être entreprises que par des coalitions de gauche (ne serait-ce qu'en Allemagne). Les majorités suivantes en prennent de la graine. Il n'y a que la gauche à pouvoir convaincre en France que le SMIC ou les 35 heures peuvent s'avérer absurdes dans certaines circonstances. S'ils ne s'imposent pas cette ambition historique et héroïque, les socialistes vont de toute manière se retrouver bientôt avec un bilan dérisoire: quelques points de croissance offerts par la conjoncture mondiale, une courbe de chômage inversée grâce à des emplois alimentés artificiellement, un endettement légèrement mieux maîtrisé à force de ponctions fiscales sans inspiration.

On dira sans doute, comme en Grèce et ailleurs, que ce sont les moins bien lotis, ceux qui souffrent aujourd'hui déjà, qui vont souffrir encore davantage. Alors qu'ils n'y peuvent rien. C'est probablement vrai (ou à moitié vrai), et il fallait y penser avant. Il ne s'agit nullement d'abandonner aujourd'hui les plus nécessiteux, mais de réduire leur nombre, de mieux cibler l'aide sociale, de la rendre plus restrictive pour favoriser les activités productives.

Il y a surtout une chose qu'il ne faut jamais oublier: en démocratie, la responsabilité du peuple est indivisible. Si la France se retrouve aujourd'hui dans cet état, ce ne peut être que la faute du corps électoral dans son ensemble. Il ne peut se défausser ni sur les dirigeants de l'économie, ni sur la classe politique. S'il veut virer tout le monde et faire la révolution, eh bien qu'il la fasse. Il reste quelques chances qu'elle soit enfin libérale. Sinon tant pis pour la France et les Français. ■

### SOLDE DES BALANCES COMMERCIALES (En milliards d'euros arrondis)



#### LA SUISSE EN APPUI

La Suisse soutient l'industrie française en important davantage de biens en provenance de France qu'elle n'en exporte en France. Elle importe dans certains cas pour transformer, puis exporter en Chine ou aux Etats-Unis (deux grands marchés sur lesquels la France a de la peine à s'imposer). En période de faiblesse monétaire (l'euro actuellement): les Suisses soutiennent également l'économie française avec la consommation transfrontalière de proximité (6 milliards d'euros estimés en 2012). En plus des 140.000 Français résidant en France et travaillant en Suisse (davantage que le groupe Renault en France et dans le monde).

## Le visage de l'industrie suisse

Il y a dix ans, dans *L'Obsession anti-américaine*, l'essayiste Jean-François Revel s'étonnait du peu d'effet produit par la vague Internet sur l'ignorance ou les clichés en général malveillants concernant les Etats-Unis. S'agissant de l'absence de système social par exemple, d'assurance contre la maladie, sur le port d'arme, la pauvreté, etc. Inutile de préciser que les Américains normalement cultivés ne manquent aucune occasion non plus de raconter des énormités sur la France et les Français. Alors que toutes les données et informations permettant de se faire une idée un peu plus réaliste de ce dont on parle sont devenues aisément accessibles sur le web.

Le constat est évidemment décourageant: de même que la radio ou la télévision ne semblent pas avoir rendu les humains beaucoup plus éclairés et subtils, Internet n'a pas changé fondamentalement l'image que les Français se font en général des Suisses et de leur économie. Comme s'il n'y avait rien au-delà des banques, du chocolat, des montres, du tourisme. Comme si le succès des Suisses dans l'industrie et les services venait, comme on l'entend en France, du secret bancaire, de la possibilité d'ouvrir des comptes à numéros anonymes, de fraudes financières défrayant la chronique, de l'absence de sécurité sociale, de l'interdiction du syndicalisme, ou encore de la possibilité de faire de l'expérimentation animale sur les immigrés...

Il suffit pourtant de jeter un coup d'œil sur l'article *Economie de la Suisse* de Wikipedia pour se rendre compte que la prospérité repose en grande partie sur des services et une industrie d'exportation plutôt diversifiés par rapport au bassin de population.

Le produit intérieur de la Suisse (PIB, la valeur ajoutée globale) s'élève à quelque 665 milliards de dollars, plaçant le pays au 19<sup>e</sup> rang mondial (15<sup>e</sup> si l'Union Européenne comptait pour une). C'est presque un quart du PIB de la France, alors que le rapport démographique est de un à huit.

Les industries pharmaceutiques et de spécialités chimiques repré-

sentent l'un des premiers secteurs industriels. Elles emploient 68.000 personnes, ce qui ne correspond pourtant qu'à 7% de l'ensemble des effectifs du secteur secondaire. La branche est elle-même très variée, s'orientant de plus en plus vers les sciences de la vie (biotechnologies, là où la concurrence sur les prix est encore faible). A côté des deux grands groupes bâlois Novartis et Roche, 330 plus petites entreprises pharma prospèrent principalement dans les cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne (régions frontalières germanophones très demandeuses en ressources humaines françaises).

Moins visible mais mieux réparti géographiquement, le secteur dit «MEM» (machines-électricité-métallurgie) est le premier contributeur au PIB, premier exportateur en valeur (35%) et premier employeur du pays (338.000 personnes dont plusieurs dizaines de milliers de frontaliers). En transformation constante pour s'adapter à la demande et à la production mondiale, l'industrie MEM est devenue un pôle de technologies avancées. Il s'agit souvent de sous-traitance dans des domaines très variés (industrie automobile, aéronautique, spatiale, navale, IT, instruments-équipements, automatisation, habitat, alimentation, santé, etc).

D'autres branches importantes, comme l'alimentaire, la plasturgie, les technologies médicales, sont orientées vers l'exportation. Les entreprises sont en général très spécialisées, de tailles plutôt modestes (moins de 300 personnes). Elles sont très nombreuses à avoir moins de 50 employés et à exporter plus de 90% de leur production. Les PME emploient 1,45 million de personnes, quelque 70% des actifs ne travaillant pas pour les entreprises sous contrôle de l'Etat. Seules 750 sociétés emploient plus de 300 collaborateurs.

A part les développements et productions à prix et marges élevés (dus aux avances technologiques), l'industrie suisse exporte aussi de grandes marques dans plusieurs domaines, avec des plus-values plus importantes encore. C'est évi-

demment le cas de l'horlogerie, organisée en cluster.

L'industrie horlogère s'est historiquement déployée autour d'une structure horizontale spécialisée, dans laquelle fournisseurs et sous-traitants livrent les pièces d'assemblage à des établisateurs, qui réalisent et commercialisent le produit final. Dans le segment du luxe, l'industrie s'est aussi développée verticalement, les montres étant entièrement réalisées par la même entreprise (manufactures horlogères). Le haut de gamme horloger, avec des produits finis mécaniques de haute précision à plus de 10.000 euros la pièce, comprend les marques des groupes de luxe (Swatch, entièrement horloger, Richemont, LVMH, etc) de grandes marques indépendantes (Rolex, Patek Philippe ou encore Audemars Piguet), et des marques plus modestes. Depuis plusieurs années, le taux de croissance annuel de la branche est à deux chiffres, avec des marges très enviables.

Durant les années 1970 et 1980, les bouleversements technologi-

ques (apparition de la montre à quartz) et les aléas de la conjoncture ont provoqué un redimensionnement de la branche: de quelque 90.000 employés en 1970, les effectifs sont passés à un peu plus de 30.000 en 1984. Le chiffre est remonté depuis (40.000 employés en 2004, avec une productivité beaucoup plus élevée). Quant au nombre d'entreprises, il est passé de quelque 1600 en 1970 à un peu moins de 600 actuellement. L'effectif moyen des entreprises n'a guère varié: plus ou moins 70 personnes. L'horlogerie est un bon exemple de réindustrialisation sur de nouvelles bases. Les collectivités publiques et la Confédération s'étaient beaucoup mobilisées pour aider le secteur à survivre dans les années 1970-1980. C'est finalement l'entrepreneur Nicolas Hayek qui est parvenu à rétablir la situation et à créer un vaste effet d'entraînement à partir du phénomène Swatch, et de la relance de marques historiques de prestige. ■

## Le cas Migros-Coop

Hors secteur d'exportation, l'économie suisse a deux particularités remarquables: un secteur agricole protégé (au niveau de la Norvège ou du Japon), et une distribution food contrôlée à 70% par deux grandes coopératives concurrentes ne distribuant aucun dividende: les groupes Migros (dans le top 100 mondial de la distribution) et Coop, qui intègrent également de la production alimentaire et des réseaux de distribution non-food.

Les propriétaires de Migros sont 2,1 millions de sociétaires coopérateurs répartis sur l'ensemble de la Suisse (un quart de la population). Ils ont acquis leur part gratuitement. Si le groupe était vendu ou liquidé demain à sa valeur de bilan, chacun encaisserait plus de 20.000 euros.

Sur 5,2 milliards d'euros de valeur ajoutée par Migros à ses approvisionnements, 3,7 milliards vont aux 85.000 collaborateurs (70%), 702 millions au fisc, 105 millions à la culture et au social, 83 millions aux bailleurs de fonds (crédits). Le reste, 598 millions, demeure à la disposition de l'entreprise (pour l'autofinancement de nouveaux projets en particulier).

Le personnel de ces deux principales coopératives (il y en a d'autres, plus modestes, dans des domaines différents) est traditionnellement bien rémunéré en comparaison européenne et suisse. Les salaires de bas d'échelle servent implicitement de référence à l'ensemble du marché intérieur, ce qui permet de maintenir des écarts raisonnables entre sphère d'exportation à haute productivité, et sphère domestique (ce qui explique aussi en partie le niveau élevé des prix à la consommation). Les minima salariaux sur l'ensemble du marché du travail sont en général déterminés en Suisse par des conventions collectives de branche négociées sur une base volontaire. ■

LE CORPS ÉLECTORAL EST SEUL RESPONSABLE.

IL NE PEUT SE DÉFAUSSER NI SUR LES DIRIGEANTS DE L'ÉCONOMIE, NI SUR LA CLASSE POLITIQUE.

# L'échec des décentralisations de haut en bas

Le programme de régionalisation initié en France il y a trente ans était porteur d'espoirs. Ce qui en ressort aujourd'hui? Un condensé de culture politique française.

Metz, chef-lieu de la région Lorraine, à proximité du Luxembourg et de l'Allemagne, est une ville moyenne de 120.000 âmes. Avec 39 communes voisines, Metz a créé en 2002 la Communauté d'agglomération de Metz Métropole. Cet établissement public de coopération intercommunale de 230.000 habitants (équivalent de Lausanne) détient un triste record national avec pas moins de 170 conseillers communautaires, et surtout 48 vice-présidents. D'où le sobriquet d'«armée metzicaine» attribué par le magazine *Le Point*.

Metz Métropole compte un vice-président aux catastrophes naturelles, un autre chargé des relations avec la régie de traitement des ordures ménagères, et un délégué à la fourrière animale... Les habitants de l'est de la France ont pourtant la réputation d'être des citoyens raisonnables. Pas comme la région Corse, dont les dépenses par habitant ont explosé de 19,52 % entre 2008 et 2010.

Un vice-président de la Communauté d'agglomération de Metz Métropole ne perçoit qu'un peu plus de 1700 euros par mois. Mais il cumule habituellement cette indemnité avec celles de maire ou d'adjoint au maire, de conseiller général ou régional, quand il n'est pas député ou sénateur. On appelle

cela le «millefeuille». Jusqu'en 2002, avant les lois sur la décentralisation, inspirées par le socialiste Gaston Defferre (alors maire de Marseille), les préfets, souvent politiques, nommés par le gouvernement en général pour deux ans, détenaient le pouvoir exécutif.

Depuis, l'Etat a transféré une partie de ses compétences à des personnes morales. À la fois au niveau des régions, des départements, des intercommunalités et des communes. Le problème, c'est que Paris attribue des petits bouts à chacun. Ainsi, le conseil général (le département) s'occupe des eaux de surface, tandis que le conseil régional (la région) se charge des eaux en profondeur. Plus délirant encore: les transports et l'éducation relèvent à la fois des conseils généraux et régionaux. Résultat, si la région est de gauche et le département de droite (ou l'inverse), rien ne va plus.

C'est kafkaïen et ça dure depuis trente ans. On se souvient à *L'Agefi* d'avoir accompagné un élu français pendant une journée. Vice-président de l'Assemblée nationale, son voyage entre Paris et le département était pris en charge au niveau national. Puis, dans son département, il avait droit à un chauffeur rémunéré par le Conseil général de l'Ain, qui

cédait la place à un conducteur payé par sa ville. En fin de journée, il regagnait Lyon, conduit par un chauffeur salarié du conseil régional de Rhône-Alpes. Quant à l'élu, il était rémunéré comme député, comme conseiller général, comme conseiller régional et comme maire, n'accordant à chacune de ses fonctions qu'un jour et demi de son temps par semaine.

Tout le monde a pris conscience qu'il y avait trop d'échelons territoriaux, trop d'élus, trop d'indemnités. L'Hexagone compte 520.000 conseillers municipaux, 37.000 maires, 4100 conseillers généraux et 1880 conseillers régionaux. Au total, 600.000 élus qui s'accrochent à leurs fauteuils et rémunérations. Nicolas Sarkozy a tenté, à petits pas, d'amorcer une fusion entre département et région. Mais François Hollande a tout arrêté. La gauche détient la presque totalité des régions et la majorité des départements. Pas question pour les barons socialistes d'abandonner une once de pouvoir.

La tutelle administrative des préfets a été remplacée par un contrôle de légalité a posteriori exercé par les tribunaux administratifs et les chambres régionales des comptes, qui disposent de moyens limités. Résultat, rien n'est trop beau pour les élus

locaux. La région Alsace s'est payé un siège à 66 millions d'euros, si somptueux qu'on le confond avec le Parlement européen. Le Languedoc-Roussillon multiplie ses «ambassades» à l'étranger, Bruxelles, New York, Shanghai, Londres, Casablanca, et bientôt Sao Paulo. Les frais de déplacement des élus d'Ile-de-France à l'étranger se sont élevés à 320.000 euros en 2011, et les voyages autour du monde des salariés de ce même conseil régional à 460.000 euros.

«On pouvait peut-être reprocher aux préfets de ne pas connaître le lieu de leur affectation, regrette un haut fonctionnaire. Et de rester trop peu de temps. Mais ils avaient en général une gestion rigoureuse. Aujourd'hui, rien n'empêche un élu de recruter son neveu ou sa maîtresse, de subventionner à perte trois aéroports distants de 50 kilomètres, comme ceux de Montpellier, Béziers et Nîmes.»■

LA RÉGION ALSACE S'EST PAYÉ  
UN SIÈGE À 66 MILLIONS D'EUROS.  
SI SOMPTUEUX QU'ON LE CONFOND  
AVEC LE PARLEMENT EUROPÉEN.

## I have a dream

Je rêve depuis des années que les régions françaises se révoltent enfin, décrètent démocratiquement et pacifiquement leur indépendance – qui aurait envie de se battre pour les en empêcher? – se prennent complètement en charge, discutent entre elles pour déléguer certaines tâches et compétences à un Parlement, un gouvernement central subsidiaire basé, disons... à Bourges (Cher). La France, ma seconde patrie, changerait de République (il n'est jamais trop tard). La VI<sup>e</sup> deviendrait une sorte de fédération, comme les Etats-Unis, l'Allemagne, la Suisse. Avec sans doute quelques spécialités bien françaises.

Les Français se seraient enfin rendu compte que leur centralisme, leur monarchie républicaine jacobine, leur classe politique hermétique et leurs jeux politiques de cour étaient devenus la plus dramatique des faiblesses. Réduisant une partie importante de la population active, la plus énergique, la plus créative, à l'impuissance perpétuelle, à la frustration, l'insignifiance sociale, l'exil. Privant toute la population d'importants effets d'entraînement vers le haut.

J'en rêve depuis si longtemps, et j'apprends un beau jour que le Conseil des ministres a entériné la création d'une Banque publique d'investissement (BPI). Pour garantir le financement des petites entreprises, si possible innovantes et exportatrices. Présidée évidemment par un proche du président Hollande. Quelle déception.

En Suisse, les banques publiques d'investissement existent depuis plus de cent ans. Elles s'appellent banques cantonales. La différence, c'est qu'au lieu d'être conceptuelles, de ressembler à de grandes technostructures vouées à l'inefficacité, il en existe une par canton. Deux cantons y ont renoncé dans les années 1990. Il en reste vingt-quatre. Proches de l'industrie locale, de l'innovation commercialisable, des potentiels d'exportation, d'internationalisation.

Elles comptent plus de 800 cursales au total, destinées également à récolter l'épargne et la fortune privée (très important pour rapprocher citoyens et entreprises). En un siècle, elles ont souvent évolué selon des modèles différents, d'une crise économique (ou politique) à l'autre.

Certaines banques cantonales sont 100% publiques. D'autres ont ouvert depuis longtemps leur capital à des investisseurs locaux. D'autres encore sont cotées, avec des fonds d'investissement anglosaxons parmi leurs actionnaires. Elles ont en commun d'être continuellement critiquées, challengées par le public, les politiciens, les clients, la concurrence bancaire (y compris étrangère). Cette tension dans la proximité, qui requiert de grandes capacités d'adaptation, fait certainement partie du succès de ce qui n'est pas une formule élaborée là-bas et d'en haut (genre BPI), mais un processus historique hétérogène microrégional dont les résultats ne souffrent d'être mauvais longtemps aux yeux des formations politiques du terroir.

Peu importe que la Banque publique d'investissement, qui viendra très vite un nouveau lieu de hautes confrontations partisanes stériles, apparaisse déjà comme un symbole des errances françaises perpétuées jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle. Je continuerai de rêver d'une nouvelle révolution en France. Une vraie révolution populaire, visionnaire, audacieuse et surtout réaliste, à une époque où aucun Etat développé n'est plus capable depuis des décennies de transformer ses institutions (seule la Belgique s'est imposé une couche superficielle de fédéralisme par dessus les siennes, et l'on sait où cette réformette l'a menée).

Peu importe d'ailleurs le fédéralisme. Si les Français trouvent mieux en matière d'innovation politique, qu'ils parviennent à redevenir un modèle envié, alors qu'ils se lancent. Qu'ils nous en mettent plein la vue. Nous en serons tout de suite, vraiment, sincèrement ravis. ■

## Vertus de la concurrence fiscale interrégionale

*L'expérience suisse montre qu'une vraie concurrence fiscale entre collectivités publiques finit par favoriser l'emploi et sa répartition territoriale. Elle augmente les fonds publics à investir et redistribuer.*

L'une des raisons de l'endurance en matière de succès économique en Suisse, ce sont les structures politiques de proximité. La Confédération (Etat central) ne représente qu'un tiers des dépenses publiques, à côté des 26 cantons et quelque 2500 communes. Ce fédéralisme est l'un des principes constitutionnels les plus importants. Un facteur additionnel décisif assure la qualité des politiques publiques: l'équivalence entre dépenses et responsabilité fiscale. Chaque canton a sa propre législation fiscale et détermine lui-même ses barèmes, ses taux d'imposition, ses franchises. Cette autonomie se traduit par une diversité extraordinaire, avec des charges fiscales qui peuvent aller du simple au triple selon le canton.

Il n'en découle aucun nivellement vers le bas, mais tout au plus un arbitrage à la marge: la concurrence fiscale tend à favoriser un usage prudent des ressources, et l'innovation dans le secteur public. Elle incite aussi à l'émulation des meilleures pratiques. Elle a par exemple conduit à la suppression des droits de succession pour les descendants directs dans la plupart des Etats fédérés. «La concurrence fiscale nous encourage à secouer l'arbre tous les jours», relève Peter Hegglin, le ministre des Finances du canton de Zoug (l'un des cantons pionniers de l'attractivité fiscale). Non seulement la diversité fiscale permet aux différentes juridictions de mieux faire correspondre les prestations publiques (et, parallèlement, la charge fiscale) aux préférences des citoyens. Elle contribue aussi au développement des régions périphéri-

ques, qui font généralement face à moins de charges que les centres, mais ne disposent pas non plus de leurs avantages en termes d'infrastructures et d'activités économiques. Beaucoup ont donc abaissé leurs niveaux d'imposition, en recourant notamment à une progressivité faible, en augmentant les déductions pour les familles et en diminuant les taux sur les bénéfices et le capital des entreprises.

La modération fiscale joue un rôle important dans la politique régionale. Elle est un facteur d'équilibre entre les différentes régions et a permis à des cantons ruraux relativement pauvres d'augmenter sensiblement leur niveau de vie (le revenu moyen par habitant en Suisse varie également du simple au triple selon le canton). La fiscalité n'étant qu'un des paramètres parmi d'autres dans l'attractivité d'une région comme lieu de résidence ou d'implantation, cet effet est toujours relatif: une fiscalité zéro et l'absence de prestations publiques ne sont pas une option, d'autant moins que l'offre d'infrastructures fait aussi partie des critères d'établissement. Le dynamisme tant économique que démographique qu'elle encourage une fiscalité mieux adaptée aux besoins et aux préférences des communautés locales conduit en fait à des recettes fiscales en augmentation constante: les caisses publiques des cantons ont augmenté de 75% en termes réels sur les vingt dernières années et l'endettement est plus faible qu'au niveau de l'Etat central.

La concurrence n'est bien sûr pas absolue. En plus de la fiscalité fédérale, une péréquation finan-

cière intervient entre les cantons plus prospères et ceux qui ont un faible potentiel de ressources. Ces transferts intercantonaux ne représentent toutefois que 2% des recettes fiscales de l'ensemble des cantons, ce qui atteste du degré élevé de responsabilité financière. L'approche repose sur un large consensus. «Le canton qui réussit à élever son potentiel de ressources au moyen d'une politique fiscale attrayante diminue la charge financière que les paiements compensatoires font peser sur les autres cantons», commentait récemment le gouvernement fédéral. L'an dernier, une tentative d'imposer des taux minimaux d'imposition à l'échelle suisse sur les revenus à partir de 250.000 francs (et sur les fortunes dès deux millions de francs) par voie d'initiative populaire a été rejetée par 58% des citoyens et 22 cantons. Et malgré des critiques faisant valoir que l'attrait fiscal (donc économique) se répercute sur les prix du logement, les réformes d'imposition sont régulièrement validées démocratiquement par de larges majorités. Dans le canton florissant de Zurich, les citoyens ont récemment rejeté une baisse d'impôts proposée par le gouvernement cantonal. L'arbitrage n'est donc pas à sens unique.

La concurrence fonctionne également à l'international. D'où les objections récurrentes de la Commission européenne et des gouvernements à forte imposition. Or là aussi, la diversité contribue plutôt à préserver le capital ré-

investi dans les sites de production, donc à créer des emplois productifs ailleurs en Europe. L'expérience montre que les Etats attrayants n'empêchent pas les autres de fournir les services effectivement demandés par leurs résidents; ils ne privent pas non plus les autres Etats de recettes fiscales prélevées sur les activités réalisées sur leurs territoires, mais jouent tout au plus un rôle préventif ou correctif face à une imposition excessive. Ils servent à canaliser les capitaux en évitant une double, voire triple imposition dans les pays fortement imposés, et génèrent une prospérité supérieure précisément dans ces pays-là (où les capitaux sont rapatriés).

La concurrence fiscale augmente ainsi l'efficacité des marchés internationaux des capitaux et, partant, l'efficacité de l'allocation des capitaux vers les investissements les plus productifs, menant à une augmentation des niveaux de vie. La concurrence fiscale bénéficie *in fine* à toutes les économies ouvertes disposées à s'y prêter. Face aux tendances expansionnistes naturelles des Etats, c'est un moyen pratique de tendre à l'efficacité. En Suisse, le gouvernement l'a résumé de cette manière: «La concurrence fiscale décourage les gouvernements d'adopter des régimes confiscatoires qui freineraient l'esprit d'entreprise et pénaliseraient l'économie. Elle évite un nivellement vers le haut de la pression fiscale.» Rien n'interdit à d'autres pays de s'en inspirer. ■

LA CONCURRENCE N'EST BIEN SÛR PAS ABSOLUE.  
UNE RÉPARTITION FINANCIÈRE INTERVIENT ENTRE  
CANTONS PLUS OU MOINS PROSPÈRES.  
CES TRANSFERTS NE REPRÉSENTENT TOUTEFOIS  
QUE 2% DES RECETTES FISCALES. CE QUI TÉMOIGNE  
DU DEGRÉ ÉLEVÉ DE RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE.

## Le déclin sans fin des libéraux

En 2007, dans son édition consacrée à l'élection présidentielle, le mensuel *Alternatives économiques*, dont la ligne éditoriale prône un keynésianisme fort, n'avait pas hésité à qualifier Nicolas Sarkozy de «candidat libéral». Cinq ans plus tard, qui oserait encore formuler ce genre d'ineptie? Le sarkozysme, ainsi que le définit l'essayiste français Mathieu Laine, a été un «un ultra-constructivisme, pêchant par surinterventionnisme.» «En cela, précise encore Mathieu Laine, il était certes incontestablement de droite. Mais pas une droite moderne: la droite réactionnaire, héritière de Louis de Bonald et de Joseph de Maistre, défiants à l'encontre de la liberté et confiants dans «un roi tuteur» d'un peuple incapable de se gouverner lui-même. Et il était également incroyablement de gauche. De ce socialisme ancien, obsédé par le mirage de la justice sociale, convaincu hélas que la relance, dont on a fait des «plans», est forcément keynésienne et passe par une demande nourrie de fonds publics.» La droite française n'a jamais été authentiquement libérale. L'un des rares courants libéraux à s'être un temps manifesté sur l'échiquier politique français s'est incarné, à partir de 1977, dans le Parti Républicain, devenu, en 1997, Démocratie libérale. D'abord composant de l'UDF, aux côtés de mouvances très différentes comme le Centre des démocrates sociaux, le Mouvement démocrate-socialiste et le Parti radical valoisien, ce mouvement s'est finalement dissout dans l'UMP après l'élection présidentielle de 2002 – et l'échec sévère de son candidat, Alain Madelin. Sans pour autant peser sur l'idéologie du premier parti d'opposition. Avec 3,91% de voix au premier tour de la présidentielle, Alain Madelin n'avait jamais réussi à faire passer ses idées auprès des électeurs français, persuadés par des médias peu sereins que Démocratie libérale était la dernière étape avant l'extrême droite.

Depuis, deux micropartis ont essayé d'imposer une pensée libérale dans le débat français. En 2006, Alternative libérale se crée dans le sillage d'Edouard Fillias, Sabine Hérod et Aurélien Véron, anciens héros de Liberté Chérie, une association étudiante. Favorable au libéralisme tant économique que sociétal, Alternative libérale revendique un positionnement au-delà de la gauche et de la droite. Souvent proche des libéraux, ce petit parti étonne. Ses prises de position sur les sujets de société froissent certains de ses sympathisants, plus habitués au traditionalisme de la droite classique. En 2007, le refus de certains de ses dirigeants de soutenir la politique de Nicolas Sarkozy entraîne un schisme. Le président, Aurélien Véron, suivi de plusieurs cadres, claque la porte et crée le Parti libéral démocrate (PLD), l'année suivante. Avec la volonté affirmée de reprendre le flambeau de Démocratie libérale au sein de la droite française.

Aujourd'hui, Alternative libérale a abandonné son statut de parti politique. Quant au PLD, il ne compte aucun élu et a soutenu François Bayrou lors de la dernière présidentielle. Difficile dans ses conditions d'occuper le devant de la scène médiatique. ■

# L'éternelle répulsion des Français pour le libéralisme économique

*Méfiance et défiance semblent profondément ancrées dans les mentalités. Peut-être par manque de connaissances et de culture économique.*

Aussi honorables et salutaires puissent être les thèses défendues par les économistes libéraux, elles restent inlassablement méconues des Français. Pour eux, le libéralisme est une arme de destruction massive, que les partis de droite mettent à disposition des dirigeants de multinationales, avec la complicité des banques. Dans l'esprit français, la World Company cynique, servant de cadres depuis une vingtaine d'années à des sketches plus ou moins réussis de l'émission humoristique des Guignols de l'info, n'est pas une caricature. C'est une réalité.

Un comble dans le pays qui a vu naître Voltaire, Tocqueville et Bastiat, pour ne parler que de trois des plus illustres penseurs libéraux, dont l'influence reste vive dans plusieurs pays.

La défiance envers le libéralisme semble profondément ancrée dans la culture politique. On n'efface pas un millénaire de monarchie absolue en deux siècles de république décausée. Pourtant, quelques décennies avant la Révolution française, la France se

fondait, avec le ministère Turgot, sur plusieurs principes libéraux. Une partie des élites, notamment bourgeoises, ayant soutenu la Révolution française de 1789 et dirigé le pays après la chute de la monarchie constitutionnelle, était partisane du libéralisme. Avant d'être celle de la Terreur, la Révolution française a été celle des droits de l'homme. La Révolution française s'inscrit initialement dans le texte de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, interprétée comme un rappel du droit naturel et des libertés économiques.

Malgré la Terreur, l'Empire et la Restauration, le XIX<sup>e</sup> siècle a tout de même vu l'approfondissement des idées libérales. Dans la littérature, avec Victor Hugo. Sur les aspects politiques, avec Benjamin Constant, Tocqueville et le groupe de Coppet qui rassemble des opposants libéraux à Napoléon III. Sur les aspects économiques, avec Jean-Baptiste Say. Les libéraux se sont efforcés de diffuser leurs idées, qui s'opposent aux idées étatistes prédominantes dans les cercles du pouvoir. Toc-

queville a même traqué l'origine du goût des Français pour la toute-puissance de l'État. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, Frédéric Bastiat publie ses célèbres pamphlets. Les idées libérales se diffusent alors dans la vie politique occidentale, au point d'être présentes dans la plupart des programmes des élus et de ne plus nécessiter de parti spécifique. Sauf en France.

Le pays cultive les paradoxes. Notamment au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. A la Libération, De Gaulle ouvre grandement les portes des ministères, aux communistes. Au nom de l'unité nationale, certes, mais dans un contexte de Guerre froide naissante. En 1968, le Parti communiste français, d'inspiration stalinienne, a tenté de récupérer une révolte étudiante réclamant plus de liberté. En 1981, les classes moyennes portent au pouvoir un gouvernement socialiste, en rêvant de modernité. A la même époque, les Britanniques et les Américains élisent Margaret Thatcher et Ronald Reagan.

La liberté économique et la responsabilité personnelle ne sont pas des réflexes pour le citoyen français. Alors que l'étatisme dirigiste et la prise en charge relèvent pour lui de l'automatisme.

Vilipendant les assistés mais considérant avec fierté son modèle social unique (et déphasé par rapport à toute réalité économique), le Français est prompt à battre le pavé pour défendre ce qu'il appelle des «avantages acquis». Sans comprendre comment la mise en concurrence des entreprises publiques, et à terme leur privatisation, pourraient être avantageuses pour lui en tant que consommateur. Il se plaint régulièrement des hausses d'impôts mais ne remet pas en cause la philosophie du «manque à gagner» chère à ses dirigeants. Le citoyen français donne l'image d'un conservateur confus, refusant toute remise en cause d'un Etat obèse et insatiable, au nom d'un idéal de justice sociale qui ne se réalise jamais, tout en critiquant les fortes taxes, la bureaucratie, le manque de flexibilité du marché du travail. Comment l'expliquer? La France, pourtant si fière de sa culture, se révèle inculte dans le domaine économique. Ses ci-

toyens affichent même publiquement leurs doutes sur la pertinence du capitalisme comme système économique. Oubliant certainement que les seules alternatives connues pour l'instant sont des modèles à dimension totalitaire.

Un gigantesque travail d'information et d'éducation s'impose. Nombreux sont les élèves et étudiants français n'ayant jamais entendu parler de Friedrich Von Hayek ou de Frédéric Bastiat. Alors que les théories keynésiennes, planificatrices, ou simplement marxistes sont abondamment professées au sein du corps professoral. Puis reprises en chœur par l'intelligentsia médiatique et par la classe politique, tous partis confondus. Sortir de cette pensée écrasante permettrait à de nombreux citoyens français de réaliser que le libéralisme est une philosophie de vie, basé sur le rapport à l'autre. Bien au-delà de la simple théorie économique. ■

LA LIBERTÉ ÉCONOMIQUE ET LA RESPONSABILITÉ PERSONNELLE NE SONT PAS DES RÉFLEXES POUR LE CITOYEN FRANÇAIS. ALORS QUE L'ÉTATISME DIRIGISTE ET LA PRISE EN CHARGE RELÈVENT D'UNE SORTE D'ÉTAT NATUREL.

## Symboles de l'inégalité institutionnelle

Voilà un livre sorti récemment de presse, signé de l'avocat et licencié en Lettres lyonnais Jean-Philippe Delsol, et qui n'a guère de chances de devenir un best-seller en France: «A quoi servent les riches» (Lattès). A rien, bien entendu, si ce n'est à payer le plus d'impôts possible. Pourquoi lirait-on 230 pages de ce qui ne peut être que de l'idéologie, pour en arriver à cette conclusion nécessaire et suffisante?

Jean-Philippe Delsol voit les choses autrement. Il s'amuse à prendre le risque (juste réputationnel) de les documenter et de les écrire. Non, le vieux mythe de la paupérisation croissante ne se vérifie pas dans la durée: les riches ne sont pas de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres. Même ces dernières années et dans un pays comme la France, qui semble pourtant tout faire depuis des décennies pour que ça se produise.

Le programme des démonstrations est explicite dans la table des matières. Il semble renvoyer à un simple recueil de bon sens, dont l'histoire s'efforce de témoigner avec des hauts et des bas depuis la révolution industrielle: les inégalités sociales ont tendance à s'estomper (voir les livres et les films qui se sont intéressés à la condi-

tion des petites gens dans l'Ancien Régime, à l'époque du capitalisme manchestérien ou encore à celle des Trente Glorieuses). Les inégalités se réduisent en France davantage qu'ailleurs. Appauvrir les riches, c'est appauvrir davantage les pauvres (on le sait depuis Robin des Bois, dont les intentions étaient pourtant parfaites). La limitation des salaires et des profits est une machine à produire de la pauvreté. L'impôt progressif est inefficace. Les niches fiscales à la française sont les faux amis des riches. Les patrimoines sont davantage taxés que le travail. Moins d'impôt, c'est davantage d'argent dans l'économie et pour l'Etat. Les cadeaux faits aux riches sont une pure fiction. Le salaire minimal pénalise l'économie et l'emploi, etc.

A la fin de l'ouvrage, Philippe Delsol raconte comment la classe politique française (qui inclut gauche et droite), toujours prompte à vouloir éviter les abus en régulant l'économie, a laissé se développer un Etat apparemment hors contrôle. Les lecteurs suisses en seront quelque peu surpris.

«Les parlementaires gagnent chaque mois une indemnité de base raisonnable, de plus de 7000 euros bruts avec les indemnités qui



**JEAN-PHILIPPE DELSOL.** Pourquoi les parlementaires bénéficient-ils après un seul mandat d'une retraite équivalente à près de quarante fois celles des Français qui ont cotisé pendant quarante ans?

y sont attachées, mais il faut y ajouter les indemnités de frais (6412 euros au 1<sup>er</sup> juillet 2010) et le crédit accordé pour leurs collaborateurs (9138 euros au 1<sup>er</sup> juillet 2010), dont certains se débrouillent pour en profiter à titre personnel. Leur régime de retraite très privilégié a enfin, non sans mal, été amendé en octobre 2010 pour s'approcher des régimes de la fonction publique. Mais selon ce nouveau régime, après cinq ans de mandat, un député touchera encore 1200 euros de pension (contre 1600 euros auparavant), soit l'équivalent de ce que touchent les Français après... quarante ans de cotisation ou presque.

«Les élus empilent au surplus une kyrielle d'autres avantages. Ainsi de la réversion des deux tiers: au décès du député, le conjoint survivant touche 66% de la retraite parlementaire quelle que soit sa situation matérielle... alors que dans le régime des salariés du privé [CNAV], ce droit de réver-

sion est de 54% et demeure exclusivement réservé aux personnes qui ont peu ou pas de ressources personnelles.

(...) «Il en va ainsi du golden parachute: pendant les trois années qui suivent la perte d'un mandat, les députés peuvent continuer à percevoir leur indemnité parlementaire, intégralement dans un premier temps, puis partiellement. De quoi patienter sereinement avant l'heure de la retraite pour ceux qui n'ont pas encore l'âge requis.

«Au Sénat, les privilèges ne sont pas moindres, mais ils ne sont pas réservés uniquement aux vénérables élus. Toute la Maison en profite. Ainsi, le personnel (environ 1200 fonctionnaires) bénéficie de salaires qui vont de 2300 euros nets minimum (pour les jardiniers et les femmes de ménage) jusqu'à 20.000 euros nets pour chacun des deux secrétaires généraux; et cela sans compter les primes, par exemple une prime de nuit accordée à tous, même ceux qui ne travaillent jamais... la nuit. Les 22 directeurs perçoivent un traitement qui tourne autour de 15.000 euros mensuels, et les 220 administrateurs sont rémunérés en fonction de leur ancienneté (entre 10.000 et 12.000 euros par mois). Ces salaires correspondent à un travail très éreintant: entre 9 et 11 semaines de vacances par an, et des semaines de 32 heures.

«Michel Rocard reproche au capitalisme de créer des inégalités. Pourtant, comme ses camarades socialistes, il n'a aucun mal à ac-

cepter les inégalités créées par l'Etat et l'argent public. Les retraites cumulées (député, sénateur, ministre, premier ministre, secrétaire du PS) de ce moralisateur dépassent les 12.000 euros par mois, les missions qu'on lui confie lui apportent 5000 euros mensuels en échange d'un temps de travail réduit, même en prenant en compte les croisières que le Rapport sur le réchauffement climatique l'a «obligé» à faire.

«Tout cela avec l'argent des contribuables, bien entendu. Mais il y a des inégalités qui valent plus que d'autres. Ou, comme on disait dans les pays anciennement communistes, «face à l'Etat, certains sont plus égaux que d'autres».

«Les députés européens ne se portent pas mal non plus. Le coût du Parlement européen est de 1,3 milliard d'euros par an, ce qui représente environ 20% des dépenses administratives de l'Union européenne.

«Plus de 22% du budget du Parlement est consacré aux députés, ce qui veut dire que chacun des 785 députés reçoit 366.878 euros par an. Cette somme couvre son salaire (environ 7000 euros par mois), ses frais de déplacement (en 2007, les députés ont effectué 13.562 voyages pour participer aux périodes de session de Strasbourg et de Bruxelles) et la rémunération des assistants. Mais en cumulant tous les émoluments, un député européen peut toucher jusqu'à 28.000 euros par mois pour... quelques jours de travail. ■

MICHEL ROCARD REPROCHE AU CAPITALISME DE GÉNÉRER DES INÉGALITÉS. IL N'A POURTANT AUCUN MAL À ACCEPTER LES INÉGALITÉS CRÉÉES PAR L'ÉTAT ET L'ARGENT PUBLIC. DONT IL BÉNÉFICIE D'AILLEURS LARGEMENT.

# La philanthropie comme contribution alternative

Les hauts revenus et personnes fortunées sont de plus en plus imposés et semblent de moins en moins généreux en France. C'est apparemment le contraire en Suisse.

Le 26 octobre dernier, l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) annonçait avoir reçu un legs de 100 millions de francs (83 millions d'euros) du mécène Branco Weiss. Qui était Branco Weiss? Un industriel et patriote suisse (d'origines croate et autrichienne) disparu il y a deux ans, très actif en fin de parcours dans la promotion des technologies et de l'esprit d'entreprise.

Ce don n'a en fait rien d'exceptionnel, ni en Suisse ni à l'échelle du monde. Il n'y a pas qu'aux Etats-Unis que les grandes fortunes et hauts revenus sont actifs dans la philanthropie et le mécénat. Bien que les Etats-Unis battent des records en la matière: plus de 300 milliards de dollars par an ces dernières années, près de 2% du produit intérieur. Les bénéficiaires sont très variés, aux Etats-Unis même ou dans l'ensemble du monde. En ce sens, la philanthropie apparaît comme un complément à la redistribution sociale ou à certains investissements publics, augmentant la diversité des objectifs et des procédures. Et les donateurs ne sont pas tous milliardaires, ni même millionnaires... La Suisse de place en deuxième position s'agissant des dons par rapport au revenu. La France, qui abrite l'une des plus grandes concen-

trations de grandes fortunes dans le monde, figure parmi les moins actives dans le domaine de la philanthropie: à peine 3 milliards de dollars. Il n'est pas aisé d'établir une corrélation précise entre le ciblage et les niveaux de fiscalité d'une part, et l'activité philanthropique d'autre part\*. Ce n'est guère difficile toutefois de deviner qu'une fiscalité élevée sur les grandes fortunes et les hauts revenus décourage la philanthropie. Pas seulement parce qu'elle lui enlève des moyens. C'est surtout le climat de contrainte et de défiance qui agit. «Pourquoi donnerais-je là où j'ai envie de donner, puisque l'Etat s'en charge, décidant seul et souverainement des priorités, des montants, des sources de revenus?» Il semble assez normal et prévisible que le développement de l'Etat redistributeur désresponsabilise les entreprises et les privés. En appeler aujourd'hui à leur responsabilité sociale est sans doute une bonne chose, dont les limites paraissent cependant évidentes. Les mentalités de gauche sont en général les plus grandes ennemies de la philanthropie. Elles détestent la générosité privée librement consentie, qu'elles considèrent comme une concurrence déloyale pour l'Etat (et ses multiples contraintes). Elles soupçoignent les

philanthropes d'être intéressés, de vouloir corrompre les bénéficiaires, de les rendre dépendants, de les obliger. La gauche redoute surtout cette liberté de donner parce qu'elle n'est pas égale entre individus, fort peu prévisible et planifiable. Le pire serait qu'une personne fortunée puisse bénéficier du plaisir de donner. Il n'y a en réalité qu'une vraie et efficace solidarité: celle qui est imposée collectivement, rationnellement, passant par l'Etat et ses dignitaires. Il semble également juste et souhaitable qu'une fiscalité très progressive ait une dimension punitive. En matière de fiscalité sur les entreprises, les grandes fortunes et les hauts revenus, la Suisse figure dans les moyennes basses parmi les Etats de l'OCDE. Avec une certaine sécurité quant à l'avenir, les évolutions fiscales étant presque toujours soumises aux votes populaires.

La Suisse compte ainsi plus de 12.700 fondations d'utilité publique, représentant une fortune totale de 70 milliards de francs (58 milliards d'euros). 3500 sont situées en Suisse francophone, et le canton (alémanique) de Bâle représente la plus forte densité (avec 4,7 fondations pour 1000 habitants). Avec quelque 400 nouvelles institutions par an. Ces fondations peu-

vent prendre la forme assez classique de musées, d'hospitaux, ou d'entités dites «donatrices». Très diverses dans leurs finalités, les fondations donatrices disposent d'un patrimoine propre et se caractérisent par leur dotation: les fonds ne proviennent pas de dons ou de collectes, mais uniquement de mécènes ou d'entreprises. L'association SwissFoundations en regroupe une centaine pour l'instant. Elle se distingue de proFonds, l'association faitière, qui rassemble tous types d'organisations d'utilité publique et des personnes privées.

\*Lire tout de même: «Les incitations fiscales aux dons sont-elles efficaces?» Gabrielle Fack et Camille Landais; Economie et statistique N° 427-428, 2009.

LA GAUCHE REDOUTE LA LIBERTÉ  
DE DONNER PARCE QU'ELLE  
N'EST PAS ÉGALE ENTRE INDIVIDUS.  
LE PIRE SERAIT QU'UNE PERSONNE  
FORTUNÉE PUISSE BÉNÉFICIER  
DU PLAISIR DE DONNER.

## Ce que peut signifier l'ouverture au monde

La composition des comités exécutifs et conseils d'administration reflète le degré d'internationalisation des entreprises suisses. La présence de managers suisses ne dépasse pas 55% dans les plus grandes entités (66% dans les conseils), selon le dernier rapport Schilling. Dans les principales sociétés cotées (indice SMI), les étrangers sont même majoritaires, atteignant les deux tiers du côté des comités (70% des présidents exécutifs) et 57% d'administrateurs.

Le nombre de Français dans les sociétés du SMI a progressé ces dernières années, atteignant 35 dirigeants (25 administrateurs). La représentation européenne est toutefois dominée par les Allemands (124/66), et surtout les anglophones (Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, Irlande) (120/106). Dans ces grands groupes, ils comptent pour 49% de tous les membres étrangers des directions, les nouveaux engagements confirmant la tendance (seuls 11% des postes sont occupés par des Allemands, les proportions étant similaires dans les conseils d'administration).

La faible démographie fait sans doute partie des raisons de la forte présence de dirigeants étrangers dans une économie surproportionnée. Les compétences suisses ne parvenant pas à répondre à elles seules aux attentes des entreprises multinationales suisses ou basées en Suisse. Le choix de l'ouverture, plutôt forcé au début, a néanmoins fait ses preuves et ne pose plus guère de problèmes aujourd'hui (quelle que soit la taille des entreprises). Recruter les dirigeants à l'échelle mondiale peut faire partie du succès. L'envergure internationale ou l'avantage que représente

la connaissance de certains marchés peuvent être jugés plus importants que la crainte pour les Suisses de perdre le contrôle de leurs sociétés. La nomination dans les années 1980 d'un président allemand à la tête du groupe Nestlé avait été critiquée dans les milieux politiques. Nestlé a depuis lors été dirigé par un Autrichien et un Belge, devenant d'étape en étape confortable leader mondial de son secteur. Cette approche est reconnue depuis longtemps comme une condition pour progresser dans l'internationalisation et le développement des affaires. Les organes dirigeants des plus grands groupes réunissent actuellement des ressortissants de 50 pays différents environ, du monde entier. A noter que cette grande diversité correspond également à celle de l'actionnariat des plus grandes sociétés cotées.

Une étude de CTPartners portant sur le top management des entreprises du SBF 120 reflète une situation sensiblement différente en France. Seules onze sociétés ont un président exécutif d'origine étrangère. Les grandes écoles françaises, dont le nombre cumulé de promotions annuelles ne dépasse guère mille, y détiennent toujours une part de 65%. Une première tendance à l'internationalisation a été observée à partir des années 1980, mais les cinq dernières années ont enregistré un coup d'arrêt dans ce mouvement. Le constat fait par Dudouet/Joly en 2007 est donc toujours valable: «Les entreprises n'effectuent plus qu'une sélection complémentaire au sein d'un vivier restreint». La même étude a établi que 28% des dirigeants des entreprises du CAC 40 étaient d'anciens «serveurs de l'Etat». ■

RECRUTER DES DIRIGEANTS À L'ÉCHELLE MONDIALE FAIT PARTIE DU SUCCÈS. C'EST DEvenu PLUS IMPORTANT QUE LA CRAINTE POUR LES SUISSIS DE PERDRE LE CONTRÔLE DE LEURS SOCIÉTÉS.



Site de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL)

La célèbre EPFL (qui a d'abord été cantonale) se trouve à proximité du site de l'Université de Lausanne et de ses Hautes Etudes commerciales (HEC). En bas à droite de la photo, le quartier du Parc scientifique: un important incubateur pour de nouvelles entreprises, le plus souvent issues des technologies développées par l'école elle-même. Au centre, le Learning Center, en partie financé par le mécénat du groupe Rolex. Les étudiants et enseignants de l'Université et de l'EPFL s'y retrouvent. En 2000, après une décennie de remises en cause fondamentales dans l'industrie suisse, l'EPFL a opéré une véritable révolution culturelle en nommant à sa tête un médecin suisse des neurosciences, créateur de start-up aux Etats-Unis. A ses disciplines traditionnelles (mathématiques, physique, matériaux, électronique, géologie, génie civil, etc.) ont été ajoutées les biotechnologies et les technologies financières. (Photo: Alain Herzog)

## Globalisation de l'enseignement

Les apports étrangers dans le corps enseignant et étudiant des hautes écoles s'avèrent particulièrement importants en Suisse. Mais ils ne sont pas inexistent en France. Avec des provenances forcément différentes.

La part élevée d'étudiants/docteurs (26%), et d'enseignants (46%) d'origine étrangère dans les dix universités suisses, et les positions qu'ils occupent dans les classements internationaux, témoignent du degré d'ouverture de ces institutions gérées à l'échelle cantonale. Deux tiers des étudiants étrangers proviennent de l'Union européenne (à 80% occupent dans les classements internationaux, témoigne du degré d'ouverture de ces institutions gérées à l'échelle cantonale. Deux tiers des étudiants étrangers proviennent de l'Union européenne (à 80%

occupent dans les classements internationaux, témoigne du degré d'ouverture de ces institutions gérées à l'échelle cantonale. Deux tiers des étudiants étrangers proviennent de l'Union européenne (à 80% occupent dans les classements internationaux, témoigne du degré d'ouverture de ces institutions gérées à l'échelle cantonale. Deux tiers des étudiants étrangers proviennent de l'Union européenne (à 80%

(Zurich et Lausanne), qui attirent également beaucoup de docteurs en sciences techniques (la diversité géographique des docteurs occupent dans les classements internationaux, témoigne du degré d'ouverture de ces institutions gérées à l'échelle cantonale. Deux tiers des étudiants étrangers proviennent de l'Union européenne (à 80% occupent dans les classements internationaux, témoigne du degré d'ouverture de ces institutions gérées à l'échelle cantonale. Deux tiers des étudiants étrangers proviennent de l'Union européenne (à 80%

international (23%), avec une répartition des nationalités similaire à celle du milieu universitaire. Un dixième des étudiants environ vient de l'étranger (mais les HES n'ont pas de doctorants).

En France, l'internationalisation de la formation supérieure a longtemps été en retard, mais elle progresse côté étudiants (12% d'étrangers). Avec une représentation importante des anciennes colonies africaines dans cet ensemble (46%, la part des Européens s'élevant à 23%). Dans l'institution universitaire en général, les enseignants venus de l'extérieur ne dépassent pas 10%. Ce sont toutefois essentiellement les hautes écoles de commerce qui s'illustrent par des taux entre 40%

et 50% d'étrangers, la célèbre HEC affichant même 65%.

Les commentaires revenant régulièrement à ce sujet ont tendance à déplorer que les professeurs étrangers aient peu accès aux postes de direction. Ou alors ils regrettent que l'on engage des professeurs étrangers médiocres plutôt qu'un Français disposant de bonnes compétences simplement pour ne pas être à la traîne du mouvement d'internationalisation. La problématique classique «s'internationaliser sans perdre son identité» occupe une place importante (on ne peut d'ailleurs pas dire qu'elle soit inexistante en Suisse). La question ne semble pas encore se poser en dehors des écoles de commerce et d'ingénieurs. ■

CE SONT LES SCIENCES ÉCONOMIQUES QUI ENREGISTRENT LE PLUS GRAND NOMBRE D'ENSEIGNANTS ÉTRANGERS. ET LES SCIENCES DITES «EXACTES» COMPTENT UNE MAJORITÉ DE PERSONNALITÉS NON SUISSIS.

## Franche-Comté: délocalisation à contresens

Où en sont les microtechniques en Franche-Comté? Dans le Haut-Doubs en particulier, qui fut si prospère avant les grandes crises horlogères, et dont les villages aujourd'hui restaurés semblent bénéficier de la proximité du Jura suisse (autour d'un pôle horloger hyperactif dans lequel œuvrent d'importantes ressources humaines françaises transfrontalières)? C'est lorsque l'on tente d'en apprendre plus que l'on se rend compte à quel point la culture économique peut être différente d'un côté à l'autre de la frontière.

Côté France, rien n'est plus incertain que la quête de renseignements. Tout ressemble à une complication administrative, à un pensum pour les personnes de contact. Il existe bien quelques publications, à glaner pour la plupart soi-même sur le web. Les sources se réduisent à un nombre limité de rapports institutionnels, commandés à distance, parfois sous l'impulsion de Bruxelles. C'est le cas d'un document de 2007 signé Sophie Carel, maître de conférences à l'Université de Besançon: «L'industrie microtechnique en Franche-Comté, un système productif complexe en cours de structuration territoriale».

On y apprend que le développement de l'activité au niveau de la région fait partie des enjeux de la politique européenne, en particulier des objectifs de Lisbonne en matière de recherche et développement. Un cadre très conceptuel qui oblige les Etats membres à formuler des «politiques d'innovation pertinentes», ce qui se traduit le plus souvent par l'émergence de «pôles caractérisés» ou pôles de compétitivité. La France a lancé un programme en 2004, dont a bénéficié la microtechnique en Franche-Comté.

L'auteur précise que le secteur se définit mal, qu'il reste en réalité diffus, qu'il échappe à toute possibilité statistique. Un document de l'INSEE intitulé «Les microtechniques» (2009) indique que les entreprises horlogères régionales sont surtout concentrées à la frontière suisse. D'autres entités sont localisées près de Besançon. Il s'agit de fabricants de composants (boîtiers, cadrans, mouvements, verres, aiguilles, couronnes, bracelets) et de créateurs qui assemblent leurs propres produits et les commercialisent (2100 salariés au total contre 40.000 en Suisse).

Car l'horlogerie française de haut de gamme non labélisée Swiss made (genre Cartier), même si elle n'est plus du tout comparable dans ses volumes avec les marques suisses, a conservé une certaine renommée planétaire (la contrefaçon en témoigne). De petites marques tentent d'émerger ou de se relancer sur de lointains marchés bien occupés par les Suisses (Pequignet, Yonger & Bresson, Herbelin). En 2011, la production a bondi de 25%. L'un des obstacles, c'est que la main-d'œuvre la plus qualifiée est attirée en Suisse par les niveaux de rémunération. Ici, ce ne sont pas les entreprises qui ont délocalisé, mais les salariés, parce que les salaires étaient plus élevés ailleurs. Et les entreprises suisses ne veulent pas délocaliser en Franche-Comté à cause de coûts salariaux bien trop élevés. De surcroît fixés par Paris. ■

# «Les relations sont très différentes entre équipes et management»

**FRANÇOIS BILLIG.** *Il a repris de petites entreprises industrielles suisses dans des domaines matures et très disputés à l'échelle du monde.*

Français d'origine, expert-comptable licencié en droit, François Billig a longtemps exercé en France. Chez KPMG et en entrepreneur indépendant. Il y a treize ans, avec un groupe d'investisseurs-entrepreneurs alsaciens, il reprend une société de décolletage dans le Jura suisse, Vardeco. C'est la première étape de la création du holding Acrotec, qui chapeaute aujourd'hui cinq entreprises, plus de 300 collaborateurs et quelque 70 millions de francs de chiffre d'affaires, réalisés majoritairement dans l'horlogerie, en partie dans le médical, l'aéronautique et l'électronique. François Billig préside le holding. Il se prête au comparatif Suisse-France.

## Qu'est-ce qui attire un entrepreneur français en Suisse?

L'état d'esprit et l'ensemble du dispositif fiscal et social qui entourent l'entreprise.

## Dispositif social?

Les relations à l'échelle cantonale sont directes. Les autorités sont accessibles et ouvertes au dialogue.

C'est une différence notable avec la France, où l'accès n'est jamais très simple. Prenez l'exemple du chômage technique: la procédure est compréhensible et efficace. On ne vous remet pas en question quand vous déposez une demande. En France, ce genre de mesure est d'une complexité phénoménale.

## Les conditions fiscales sont un argument souvent évoqué. Vous le confirmez?

La fiscalité de l'entreprise est plus favorable en Suisse. A titre d'exemple, l'impôt sur les entreprises est de 20% environ, contre près de 33% en France.

## Qu'en est-il de l'argument «état d'esprit»?

Je perçois une grande différence dans la relation entre le management et les collaborateurs. Egalement dans la relation des collaborateurs avec l'entreprise, qui est globalement traitée avec plus de respect. L'ambiance en entreprise est très différente en Suisse et en France. Les frontaliers voient très bien à quoi je fais allusion.



**FRANÇOIS BILLIG.** Juriste, expert-comptable et entrepreneur alsacien passé de France en Suisse. Il dit pourquoi.

## Est-ce l'effet d'un niveau de rémunération plus élevé?

Le niveau de rémunération supérieur est essentiel! Cela change complètement les rapports avec les salariés. Le personnel est plus motivé. Il est plus facile d'attirer des talents. Dans notre activité, nous engageons beaucoup d'ingénieurs et les conditions sont nettement meilleures en Suisse. Du fait aussi de la conjoncture plus favorable de ce côté de la frontière.

## Ce n'est pas un surcoût pour l'entreprise?

Les charges sociales sont nettement moins importantes en Suisse, ce qui permet aussi de verser des salaires plus importants. Si l'on compare le coût des salaires avec les charges entre la France et

la Suisse, divisé par le nombre d'heures de travail (35 en France et plus de congés payés), le taux salarial est comparable. Un autre élément important à prendre en compte est que la dispersion des salaires est moins grande en Suisse qu'en France. Une équipe bien rémunérée dans son ensemble est forcément plus motivée, plus impliquée et plus attachée à l'outil de travail.

## Qu'en est-il de la mentalité? N'est-ce pas un choc pour un Français de s'établir en Suisse?

Il n'y a pas que du positif en Suisse, mais nous nous adaptons très bien.

## Percevez-vous d'autres différences de culture économique?

La première différence qui me vient à l'esprit tient au maillage. En France, vous ne trouvez que de très grands groupes ou des micro-entreprises. Le spectre est beaucoup plus complet en Suisse. On a toujours la possibilité de grandir. Il n'y a pas d'obstacle, alors qu'en France, j'ai le sentiment que les petites entités restent petites.

## Une sorte de barrière psychologique?

L'entrepreneur suisse paraît

moins complexe. Il est naturellement porté à l'exportation. En France, les gens ont du mal à faire le pas, ne serait-ce que pour des questions de langue. Il y a aussi une sorte de pression sociale: le dirigeant qui réussit a forcément quelque chose de douteux.

Mais les barrières ne sont pas que psychologiques. D'une certaine manière, le système français n'autorise pas les entreprises à grandir. Les entités modestes sont assommées de charges et ne sont pas défendues, contrairement aux grands groupes, qui sont dirigés par des énarques et bénéficient de tous les avantages de la cooptation à haut niveau.

## Auriez-vous pu monter un groupe de sous-traitance comme le vôtre en France?

Disons que le projet était imaginable en Suisse... En France, je n'ose même pas penser à tous les obstacles administratifs que nous aurions rencontrés.

## Exemple?

Remplir un relevé de salaire, par exemple, est d'une complexité infinie. Alors qu'ici, c'est encore compréhensible. Il faut espérer que la Suisse ne copie pas la France! ■

# Sans grande imagination ni créativité

*La France semble manquer complètement d'inspiration dès qu'il s'agit de politique économique orientée sur la performance nationale et la croissance durable des revenus.*

Le récent rapport Gallois, venant de l'ancien dirigeant de l'entreprise monopolistique SNCF, actuel commissaire à l'investissement, se caractérise par un manque consternant d'imagination et de créativité économiques et politiques. Comme de précédents exercices du même genre en France, et comme les décisions du gouvernement communiquées à cette occasion.

Loin d'un choc de compétitivité, ce qui en est attendu des commentateurs est tout au plus un ralentissement temporaire de la hausse du chômage et de la désindustrialisation de la France. Des alternatives semblent pourtant possibles, qui contribueraient à restaurer de la rationalité dans le débat, en agissant sur l'activité actuellement étatisée. Plus de la moitié de l'activité totale comprise dans le produit intérieur d'un pays comme la France.

Louis Gallois en effleure la nécessité, puisqu'il propose d'alléger la charge salariale, mais à un niveau presque imperceptible au niveau de l'entreprise individuelle (et en relevant en parallèle la fiscalité sur la consommation). On ne fait ainsi que différer la charge: en te-

nant compte du temps, la consommation sur laquelle la TVA est prélevée doit être financée par un revenu.

S'agissant de revenus, il n'est pas exagéré de dire que les salaires sont au centre des problématiques s'agissant de comprendre les causes des dysfonctionnements d'origine politique de l'économie française. Les charges qui grèvent les revenus sont particulièrement lourdes, par rapport à la Suisse notamment: 47% contre 18% actuellement côté entreprises, 25% contre 14% pour les charges salariales assumées par les salariés eux-mêmes (même si la distinction semble assez formelle).

L'addition du salaire net effectivement payé et des parts salariales et patronales donne, au total, une somme presque deux fois plus élevée que celle que chaque employé reçoit à la fin du mois. C'est pour faire toute la transparence sur cette incroyable confiscation que l'entrepreneur français Axel Arnoux a élaboré le concept de salaire «complet», qui consiste d'abord à «reconnaître les droits de propriété des salariés sur la valeur complète de leur travail».

Un relevé de salaire contenant tous les prélèvements sociaux, fusionnés selon les catégories en une douzaine de lignes (contre plus d'une centaine sur le relevé conventionnel), contribuerait à restaurer le système de prix et à réduire l'ignorance qui entoure le coût véritable du travail imposé par l'Etat. Il permettrait de connaître le montant des impôts «sociaux» et autoriserait une éva-

luation des diverses prestations et redistributions actuellement réalisées par les monopoles. Le salaire complet faciliterait par exemple un calcul actuariel informé sur les retraites, ainsi qu'une comparaison entre le système par répartition collective et un système capitalisé fondé sur l'épargne individuelle: ceci aussi bien au niveau des capitaux accumulés que de leur rendement réel (sans parler des rentes attendues). Grâce à la mise en concurrence de différents systèmes que permet l'information, le citoyen disposerait de l'information et du libre choix pour se déterminer. Du fait des charges disproportionnées qui réduisent le revenu disponible en France, un tel effort de dépolitisation et de désyndicalisation de l'information ne serait pas anodin, surtout avec un fond de lutte des classes qui continue de sous-tendre l'opposition artificielle entre salariés et dirigeants (les Suisses s'en sont en partie émancipés avec leur pratique dite de «paix du travail» dont vient d'être célébré le soixante-quinzième anniversaire).

Près de la moitié du revenu doit être considéré comme un impôt à la source, dont seules les dénominations politiques de «charges salariales» et «charges patronales» créent l'illusion que quelqu'un d'autre s'en acquitte.

L'assurance maladie offre un autre exemple frappant d'opacité, dont l'importance n'est pas moindre puisqu'elle représente un montant particulièrement élevé des prélèvements salariaux. La

transparence permettrait d'établir l'évolution des coûts dans les domaines médicaux, thérapeutiques et hospitaliers, et d'initier des réformes fondées sur les libertés d'entreprendre et le rétablissement de la liberté des prix, en les ouvrant à la concurrence. En Suisse, les primes d'assurance maladie sont versées séparément par l'assuré, indépendamment du revenu (un système avalisé par référendum). Alors qu'en France, tous ces prélèvements sont proportionnels aux salaires et ne peuvent faire l'objet d'aucune mise en concurrence. Le réalisme du salaire complet est un premier instrument d'analyse pour y parvenir.

Cette transparence ne tient cependant pas compte de l'évolution du temps de travail, des congés payés et autres réductions du temps de travail obligatoire sur ces trois dernières décennies. Tous avantages confondus (cinquième semaine de vacances, jours d'ancienneté, heures de délégation syndicale et politique, passage à 35 heures par semaine), la France est passée, annuellement, de près de quatre semaines de repos payées à près de neuf semaines, hors jours fériés. Ce niveau est unique au monde et correspond à un excédent de masse salariale (sans travail équivalent) qui tend nécessairement

à comprimer les salaires du temps travaillé.

Est-ce vraiment la préférence des citoyens? Les Suisses, qui sont aussi des êtres humains, ont rejeté en vote populaire, à de larges majorités, aussi bien la semaine de 36 heures qu'une cinquième et une sixième semaine de vacances payées pour tous. Pourquoi ne pas interroger les Français? Il semble que les salariés soient conscients qu'il n'y a pas de repas gratuit, que les revenus baissent en travaillant moins. Un revenu disponible plus élevé serait aussi une incitation à travailler davantage, tant en horaire hebdomadaire que sur l'ensemble de la vie active.

Malgré tous les gains de productivité, ce n'est que grâce à des efforts de créativité extraordinaires que nombre d'entreprises peuvent survivre dans un tel environnement. Le problème n'est pas la concurrence, mais l'étouffement des activités par les prélèvements et réglementations excessifs, qui rendent les investissements des entreprises souvent vains et encouragent les délocalisations. Le salaire complet pourrait supprimer les illusions d'optique et l'occultisme de la bureaucratie pour que les Français se prononcent directement et en connaissance de cause. ■

L'ENTREPRENEUR AXEL ARNOUX EST À L'ORIGINE DU CONCEPT DE SALAIRE COMPLET. QUI CONSISTE D'ABORD À RECONNAÎTRE LES DROITS DE PROPRIÉTÉ DES SALARIÉS SUR LA VALEUR COMPLÈTE DE LEUR TRAVAIL.

## Les suites prometteuses d'un précieux best-seller

Auteur du *Déni français - Les Derniers Enfants gâtés de l'Europe* (Latès), la journaliste de *The Economist* Sophie Pedder (basée à Paris) a dressé un réquisitoire accablant de la culture économique française. Avec quelques démonstrations saisissantes. En particulier celle qui explique dans le détail comment la protection de certains salariés génère par ailleurs de la précarité et du chômage. En faisant également fuir les investissements domestiques et étrangers susceptibles de créer de l'emploi. L'édition préliminaire de *The Economist*, publiée le 31 mars sur le même thème de la *France in Denial*, avait soulevé l'indignation du monde politico-médiatique en France.

### Quelles ont été ensuite les réactions à votre livre?

Les ventes sont bonnes. La répercussion dans les médias est positive, que ce soit dans *Le Point*, *Le Figaro* ou *Le Nouvel Observateur*. Et la réaction des milieux politiques a été moins hostile. La classe politique savait que les chiffres étaient justes et douloureux. La gauche a montré moins d'hostilité au livre. Sans surprise, les économistes de gauche sont plutôt critiques et contestent, en particulier, l'assimilation des impôts et des cotisations de sécurité sociale. Selon eux, les cotisations ne font pas partie d'un prélèvement fiscal mais équivalent à des primes d'assurances. J'ai reçu beaucoup de messages de sympathie de la part des chefs d'entreprises, mais ils préfèrent rester anonymes. L'un des rares soutiens publics est celui de Christine Lagarde, la directrice du FMI. Côté public, les lecteurs semblent apprécier un regard non partisan.

### Quel est le sujet le plus sensible?

Probablement celui de la compétitivité. Sont en cause la flexibilité et les charges. Mais il est peu probable de parvenir à un accord avec tous les syndicats. Le rapport sur la compétitivité préparé par Louis Gallois prévoit une baisse des charges de 30 milliards d'euros. Il a été remis en cause avant même d'être publié. Un nouveau

discours sur la compétitivité s'est développé: il ne s'agit plus de coût du travail, mais de montée en gamme. Ce qui pourrait se traduire par une politique de formation et non une baisse des charges, et donc de réformes moins courageuses et d'une absence de vraies mesures sur le marché du travail.

### Pourquoi ne parle-t-on jamais en France de l'émigration des Français? Il y en aurait plus de 2 millions à l'étranger, et le seul thème abordé porte sur les quelques centaines d'exilés fiscaux.

Le consulat français de Londres constate une augmentation du nombre de Français qui s'installent en Grande-Bretagne. Il ne s'agit pas seulement de cadres qui viennent travailler dans le secteur financier ou les start-up mais aussi du personnel de l'hôtellerie et de la restauration. C'est un sujet ancien, mais qui n'est jamais traité. En n'évoquant que les exilés fiscaux, le débat en France est réduit.

### Quelles sont les grandes étapes à surveiller aujourd'hui?

Il va falloir attendre la fin de l'année pour connaître les évolutions réglementaires sur le marché du travail. Le débat a été ouvert sur le financement de la sécurité sociale et sur les charges prélevées sur le travail. Malheureusement, ce volet semble avoir été maintenu reporté. Sur la flexibilité du travail, la France pourrait s'inspirer du modèle allemand en réduisant les horaires pour garantir l'emploi mais les discussions avec les syndicats seront difficiles. Si le gouvernement n'agit pas, la France pourrait se retrouver encore plus handicapée.

### Il semble que l'attitude des Français – surtout des politiques – vis-à-vis de la Suisse soit devenue résolument hostile. L'avez-vous constaté?

Je n'ai pas suivi de près cette question. Il me semble que la Suisse est très peu présente dans les débats politiques en France, sauf lors des questions sur le secret bancaire ou les exilés fiscaux. ■

# Le modèle suisse ne présente absolument aucun intérêt

**FRANÇOIS GARÇON.** *L'historien franco-suisse (Panthéon-Sorbonne) a publié en 2008 «Le Modèle suisse». Un ouvrage fouillé qui fut remarqué en Suisse mais désespérément ignoré en France.*

Drôle d'idée de vouloir comparer la Suisse et la France. Idée complètement saugrenue d'imaginer que la France et les Français puissent un jour se dire que le succès économique et social d'un petit pays comme la Suisse pourrait devenir une source d'inspiration. Pas pour importer le modèle dans son intégralité, bien entendu. Ni même pour en répliquer fidèlement quelques éléments. Juste pour voir, par curiosité, pour s'intéresser à ce qui se fait ailleurs, et se poser quelques questions sur ce que l'on fait soi-même. Passe encore d'avoir un certain intérêt pour les modèles scandinaves (assez proches en fait de ce qui se fait en Suisse), suffisamment lointains pour que les clichés ne risquent pas d'être ébranlés. On ne se souvient d'ailleurs pas que la France, qu'elle soit de gauche ou de droite, se soit jamais inspirée d'une bonne pratique scandinave. La Suisse, c'est beaucoup plus proche, bien plus dangereux. Ça pourrait très vite remettre bien des choses en cause. Pour éloigner le danger, les Français cultivent et bétonnent l'image d'un pays égoïste, foncièrement réactionnaire et inféquentable.

Universitaire franco-suisse basé à Paris (Panthéon-Sorbonne), l'historien François Garçon a publié *Le Modèle suisse* en 2008 (Perin). Dans ce livre, il explique avec précision les ressorts de la prospérité suisse, fondée non pas sur l'or des banques (comme le veut, l'exige l'opinion en France), mais sur le contrôle permanent des votes populaires sur les institutions. Droit d'initiative et de référendum sont les deux instruments qui maintiennent continuellement Etat et élus sous pression. L'administration fédérale est relativement légère. Le système promeut la subsidiarité à chaque niveau décisionnaire (communes,

cantons, Confédération) et est surveillé par des électeurs qui n'oublent pas qu'ils sont aussi contribuables. Contrairement à une autre idée très répandue en France, cette pression populaire ne génère pas un populisme systématique et ravageur. La société suisse parvient à combiner un niveau d'infrastructures hors pair, notamment dans l'enseignement supérieur, avec un endettement public faible et sous contrôle. Pour lui, la Suisse, que continue de diaboliser tout l'arc politique français, devrait plutôt susciter l'intérêt à un moment où la question du fédéralisme européen revient à l'ordre du jour.

### Comment est née l'idée de votre livre?

Dans le contexte préélectoral de la présidentielle de 2007, j'avais été frappé puis choqué de noter le déversement d'idées reçues et de gros clichés sur la Suisse chez beaucoup de ceux qui animaient la campagne en France. Comme si tout ce que la France comprenait de matière grise s'était finalement rangé sous la bannière zieglerienne. Alors que le vieux gauchiste Ziegler, apparatchik fossilisé et ami des dictateurs barbus type Kadhafi ou Castro, était grandement démonétisé en Suisse, le voilà qui sortait de sa boîte et rebondissait dans la France voisine. Je me suis dit que la Suisse valait bien un voyage, ce que j'ai fait, revenant sur la terre de mes ancêtres où j'avais fait, dans les années 1970, une partie de mes études supérieures. Le ressort du livre était de vérifier le bien-fondé des réquisitoires d'un Montebourg par exemple, qui s'interrogeait sur les possibilités de blocus économique de la Suisse. Au flamboyant avocat et futur ministre était passé inaperçu que 140.000 frontaliers français remplissaient leur frigidaire à Annecy et à Pontarlier avec ce qu'ils

venaient gagner en Suisse... Je n'ai pas été déçu du voyage.

### Comment le livre a-t-il été reçu en France?

Un livre qui fait l'éloge de la Suisse ne peut non seulement pas être bien reçu en France, mais être reçu tout court. Le livre s'est vendu à quelque 11.000 exemplaires, surtout... en Suisse. La version italienne sortira en novembre, chez Armando Dado, préfacée par Sergio Romano. La version allemande était prévue chez NZZ, mais les conditions financières imposées par l'éditeur me semblent un peu surréalistes. Personne ne peut écouter un éloge de la Suisse en France. Je dis bien personne. Et personne, surtout, n'ose le prononcer. Le seul discours audible est le réquisitoire d'anéantissement, comme celui qu'Arte s'apprête à diffuser prochainement. Justement, il paraît qu'on y entend une fois encore... Ziegler!

### Quelles sont les différences fondamentales entre la France et la Suisse?

Vous n'avez pas une question encore plus large?! Je dirais que si les Français ont eu une politique impériale, ils ne se sont jamais vraiment intéressés aux cultures qu'ils écrasaient. Leurs élites ont exporté le modèle français, et gare à qui ne s'y pliait pas. Demandez aux Algériens, aux Sénégalais ou aux Annamites ce qu'ils en pensent. L'impérialisme français, qui a propulsé le pays au rang de grande puissance mondiale, a paradoxalement rendu les Français aveugles et bornés. Rares sont les Européens qui, aujourd'hui, s'intéressent aussi peu à leurs voisins. Les Français sont autistes, nombrilistes, terriblement provinciaux. A la rigueur, ils parlent

d'égal à égal avec les Etats-Unis, avec qui ils condescendent de se comparer. Par contraste, les «ploucs» suisses sont infiniment plus ouverts sur les autres, ne serait-ce que pour pouvoir leur vendre leur chocolat et leurs montres. La comparaison de la balance commerciale des deux pays est de ce point de vue une démonstration impitoyable de mon propos. En France, l'humilité suisse est diagnostiquée comme le symptôme d'une balourdise rurale. De mon point de vue, la Suisse n'a plus rien à gagner aujourd'hui à se montrer discrète dans les domaines où elle excelle.

### Pensez-vous que les Français puissent être influencés par le fonctionnement d'un pays plus petit que le leur?

Evidemment non! Et ce ne sont pas les multiples errements de la finance suisse qui contribueront à développer la curiosité pourtant nécessaire des Français pour la Suisse. Aujourd'hui, le seul vrai ambassadeur de la Suisse, son meilleur avocat, celui qui force le respect et suscite une saine envie, ce sont les hautes écoles universitaires: les deux écoles polytechniques fédérales (EPF) et les dix universités suisses. Quand les Français réaliseront qu'à cette flottille de porte-avions il faut rajouter l'autre flottille de cuirassés que sont les Hautes écoles spécialisées (HES), aujourd'hui très mal connues en France, il ne restera plus aux Français qu'à demander à Patrick Aebischer ou à Ralf Eichler (directeurs des EPF) de venir en France, «faire le job»: redresser la barre. D'ici là, nous aurons droit à beaucoup d'effets de manche de ce côté-ci du Jura, et l'éditeur français de Ziegler se frotera encore longtemps les mains. ■

«RARES SONT LES EUROPÉENS QUI S'INTÉRESSENT AUJOURD'HUI AUSSI PEU À LEURS VOISINS. LES FRANÇAIS SONT AUTISTES, NOMBRILISTES, TERRIBLEMENT PROVINCIAUX.»

**L'AGEFI**  
QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

Edition papier  
(pour celles et ceux qui la souhaitent)

**Un seul abonnement / Un seul tarif**

Version web  
Abonnez-vous sur [www.agefi.com](http://www.agefi.com)

**www.agefi.com**  
QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE